

E-Methanex, un jalon pour l'investissement canadien en Égypte

Le Caire, Égypte > Le 16 novembre 2005 fera époque dans l'histoire des relations canado-égyptiennes en matière de commerce et d'investissement : la vancouveroise Methanex et l'égyptienne Egyptian Petrochemical Holding Company ont annoncé le lancement officiel d'une coentreprise baptisée E-Methanex.



E-Methanex construira une usine de méthanol d'vergure internationale au coût projeté de 750 millions de dollars. Le complexe devrait être entièrement opérationnel d'ici 2008 et produira par année quelque 1,3 million de tonnes de méthanol qui sera vendu tant localement qu'à l'étranger.

« La rencontre d'aujourd'hui est un important jalon de ce projet, de souligner Bruce Aitken, PDG de Methanex. L'Égypte offre bon nombre d'avantages essentiels à la réussite de ce projet, y compris du gaz naturel à prix concurrentiel, l'accès à un port en eau profonde et un environnement propice à l'investissement. »

Le ministre égyptien du Pétrole, H.E. Sameh Fahmy, a confirmé pour sa part que cette coentreprise était un volet important de la stratégie globale d'expansion de l'industrie pétrochimique de l'Égypte : « Nous sommes déterminés à nous aligner sur les chefs de file de l'industrie comme Methanex pour promouvoir la prospérité à long terme de notre industrie pétrochimique. Cette alliance avec Methanex s'inscrit dans le cadre de la première phase d'un plan directeur mis de l'avant par le ministère du Pétrole. Ce plan comprend 14 projets qui seront réalisés d'ici 2020 et qui coûteront quelque 10 milliards de dollars. »

Ce projet aura d'importantes retombées sur les relations canado-égyptiennes dans le secteur du pétrole et du gaz. Il importe aussi de noter que la formation d'une autre coentreprise se négocie actuellement entre la société Agrium Inc. de Calgary et les mêmes parties égyptiennes, et qu'elle implique des investissements et des modalités semblables. On peut donc s'attendre à ce que le Canada exerce un grand rôle dans l'expansion de l'industrie pétrochimique de l'Égypte.

Ainsi, le Canada sera non seulement perçu comme un fournisseur de technologie de calibre mondial, mais également comme un partenaire engagé, un acteur clé, une source d'investissements étrangers directs et un sympathisant de la stratégie dont s'est dotée l'Égypte pour stimuler son économie.

Renseignements : Joseph Tadros, délégué commercial, ambassade du Canada en Égypte, tél. : (011-20-2) 794-3110, courriel : joseph.tadros@international.gc.ca.

Joignez-vous à Expo Canada 2006 en République dominicaine

Saint-Domingue, République dominicaine, du 22 au 24 mars 2006 > L'ambassade du Canada en République dominicaine et la Chambre de commerce canadienne-dominicaine invitent les entrepreneurs canadiens à **Expo Canada 2006**.

Cette activité fournira aux entreprises de divers secteurs industriels l'occasion de présenter leurs produits, leurs services et leurs technologies, de faire des présentations ciblées et d'engager des entretiens particuliers avec des importateurs et des distributeurs dominicains. Expo Canada sera une excellente occasion d'établir des rapports directs avec les entreprises locales qui souhaitent importer ou représenter des marques canadiennes.

Durant Expo Canada, le Service des délégués commerciaux à l'ambassade du Canada en République dominicaine pourra organiser des rencontres avec les entreprises présentant un intérêt pour les participants, ainsi qu'une tournée des lieux.

La République dominicaine est le troisième marché d'exportation en importance des Amériques, après le Chili et le Brésil,

pour les produits des États-Unis (si on exclut les pays signataires de l'ALENA). Grâce à sa situation géographique, à son infrastructure de transport qui va en s'améliorant et à sa stabilité politique et économique, le pays devient peu à peu un centre d'activité régional pour beaucoup de grandes multinationales.

Les échanges bilatéraux entre le Canada et la République dominicaine se sont élevés à 228 millions de dollars en 2004, les exportations canadiennes totalisant 101 millions de dollars et se composant principalement de produits de papier, de poisson, de céréales, de légumes, de pièces automobiles et de matériel électrique.

Renseignements : Service des délégués commerciaux, ambassade du Canada en République dominicaine, tél. : (809) 685-1136, courriel : irma.defrias@international.gc.ca, site Web : www.santodomingo.gc.ca.

Le Canada participe à une foire du bois au Moyen-Orient

Dubaï, Émirats arabes unis, du 10 au 12 avril 2006 > Le Canada aura son pavillon au **Dubai International Wood & Wood Machinery Show**, qui sera pour les fournisseurs canadiens une excellente occasion d'établir des relations commerciales avec les décideurs et les professionnels de tous les secteurs de l'industrie du bois.

Les Émirats connaissent un grand essor et doivent combler leurs besoins par l'importation. De nombreux architectes et ingénieurs canadiens y ont un bureau et, comme bien d'autres professionnels actifs là-bas, ils veulent que plus de fournisseurs canadiens s'y établissent.

L'ensemble des services fournis aux exposants canadiens comprend les services offerts par le consulat du Canada à Dubaï, une séance d'information sur le marché des Émirats ainsi que la présentation à des distributeurs et à des partenaires éventuels.

Renseignements : Terry Gain, agent de la foire commerciale au Canada, tél. : (416) 932-1173, courriel : terry.gain@interlog.com, ou Sanam Shahani, déléguée commerciale, consulat du Canada à Dubaï, courriel : sanam.shahani@international.gc.ca, site Web : www.dubaiwoodshow.com.

Les occasions fusent à AsiaWater 2006

Kuala Lumpur, Malaisie, du 21 au 24 mars 2006 > Qualifié de principal salon de l'Asie dans le secteur de l'eau et du traitement des eaux usées, **AsiaWater 2006** fournira aux entreprises l'occasion de faire valoir leurs solutions de pointe relatives à l'eau et au traitement des eaux usées, d'explorer les occasions d'affaires et de renforcer les relations qu'elles ont déjà établies.

Quelque 500 exposants, 9 000 délégués et acheteurs, un sommet du secteur de l'eau, une conférence internationale et 40 exposés sur la technologie, voilà tout ce que ce salon réserve aux participants.

Le Sommet régional du secteur de l'eau réunira des directeurs de services publics d'approvisionnement en eau et des exploitants de services d'eau, ainsi que des responsables

de la réglementation et des investisseurs dans le secteur, pour traiter de questions qui touchent la région, dont la gestion de l'eau, le développement et la coopération entre les pays de l'ANASE.

La conférence internationale sera axée sur la manière de répondre à la demande croissante d'eau potable, la gestion de l'eau, la privatisation, l'investissement et la définition des méthodes optimales.

Le moment est propice pour les entreprises canadiennes de ce secteur, d'autant plus que le gouvernement de la Malaisie investira probablement des sommes considérables dans le secteur de l'eau et du traitement des eaux usées au cours des prochaines années.

Renseignements : Mia Yen, déléguée commerciale, haut-commissariat du Canada en Malaisie, tél. : (011-60-3) 2718-3352, téléc. : (011-60-3) 2718-3391, courriel : mia.yen@international.gc.ca, site Web : www.asiawater.com.my.

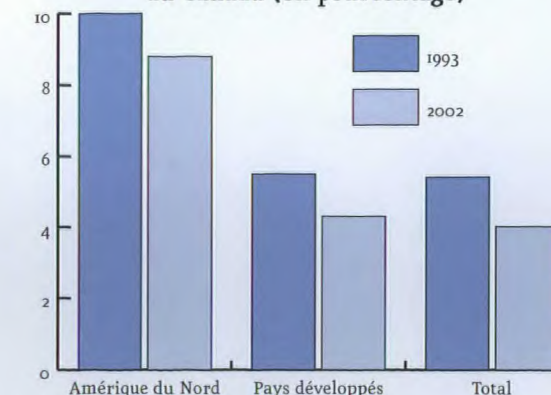
La R-D se mondialise, mais le Canada perd du terrain

Les multinationales du monde entier consacrent de plus en plus de ressources à la recherche et développement (R-D), aussi bien dans leur pays d'origine qu'à l'étranger. Cela dit, leurs dépenses à l'étranger se sont accrues à un rythme deux fois plus rapide que leurs dépenses locales. En 2002, en moyenne 16 % des dépenses en R-D des multinationales étaient effectuées à l'étranger, comparativement à seulement 10 % en 1993. Par exemple, les multinationales allemandes ont établi plus d'installations de R-D à l'étranger au cours des années 1990 que pendant les 50 années précédentes. Le Canada a toutefois perdu du terrain au cours de cette période : globalement, la part des dépenses de R-D effectuées par des filiales étrangères de multinationales au Canada a diminué.

Renseignements fournis par la Direction de l'analyse commerciale et économique (www.international.gc.ca/eet).

FAITS ET CHIFFRES

Part des dépenses de R-D effectuées par des filiales étrangères de multinationales au Canada (en pourcentage)



Source : CNUCED, Rapport sur l'investissement dans le monde, 2005.